

Sit-in des agences de voyages et promesses du ministère

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Une fois la matière première obtenue
**L'Algérie va produire
le vaccin Spoutnik V
en deux mois**

Page 2

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5291 - Jeudi 4 février 2021 - Prix : 10 DA



Le plasticien Tahar Hadhoud au Jour d'Algérie :

«Un symposium international de la sculpture est une nécessité»

Page 7

Nouvelle phase de transition en Libye mais avec date butoir

Par Mohamed Habili

Si le calendrier tel qu'annoncé par l'ONU est respecté, ce qui normalement devrait se produire, dès demain 5 février la Libye sera dotée à Genève d'un nouvel exécutif intérimaire, en lieu et place du Gouvernement d'Union nationale (GNA) dirigé, depuis son installation à Tripoli en mars 2016, par Fayaz al-Serraj. A un gouvernement provisoire ou intérimaire succéderait de la sorte un gouvernement provisoire lui aussi. A cette différence près cependant, et elle n'est pas négligeable. C'est qu'au nouveau gouvernement une limite temporelle précisée est fixée avant même qu'il ne voie le jour, le 24 décembre 2021, le jour où sont censées se dérouler les élections présidentielles et législatives marquant la fin théorique de la crise libyenne. Cet exécutif de transition ne pourra pas contracter des traités internationaux, sous prétexte qu'il est légitime et reconnu, régulier serait un terme plus exact, comme avait pu le faire le GNA sans en référer à personne. Il n'existe pas de raison de penser que ce calendrier ne soit pas tenu, même s'il peut arriver que les élections prévues pour le 5 au sein du Forum du dialogue libyen, réuni en ce moment à Genève sous l'égide de l'ONU, ou plus exactement sous la férule de Stephanie Williams, pourtant elle-même intérimaire, durent un peu plus longtemps que prévu.

Suite en page 3

Pas moins de 2 844 personnes mortes en 2020 sur nos routes

Accidents : les conducteurs de motos de plus en plus en cause



«En 2020, pas moins de 2 844 personnes sont mortes sur nos routes», a indiqué, hier, le délégué national à la sécurité routière, signalant que «les conducteurs de motocycles, qui sont à l'origine de milliers d'accidents annuellement, sont impliqués dans 20 accidents sur 100».

Page 2

Pétrole

Le Brent se rapproche des 58 dollars

Page 2

A un mois et demi de la fin de son mandat

Zetchi garde le suspense sur son avenir

Page 15

Pas moins de 2 844 personnes mortes en 2020 sur nos routes

Accidents : les conducteurs de motos de plus en plus en cause

■ «En 2020, pas moins de 2 844 personnes sont mortes sur nos routes», a indiqué, hier, le délégué national à la sécurité routière, signalant que «les conducteurs de motocycles, qui sont à l'origine de milliers d'accidents annuellement, sont impliqués dans 20 accidents sur 100».

Par Thinhinene Khouchi

Ces dernières années, les deux-roues ont envahi l'Algérie. En effet, ils sont partout. Au cœur des villes, dans les montagnes, en bord de mer, sur les autoroutes, les chemins, les trottoirs... Malheureusement, la majorité de leurs conducteurs n'ont même pas de permis de conduire, ce qui donne souvent lieu à des catastrophes sur les routes. S'exprimant, hier, sur les ondes de la Radio nationale, Ahmed Ait El Houcine, délégué national à la sécurité routière, a signalé la nouveauté dans les accidents de la route en Algérie ces derniers temps, indiquant que «ce sont les motards qui

sont à l'origine de milliers d'accidents annuellement». Et de préciser que «les conducteurs de motocycles sont impliqués dans 20 accidents sur 100». Il a indiqué, en outre, que vu les conditions vécues en Algérie et partout dans le monde, notamment l'interdiction de circuler pendant le confinement à cause du coronavirus, «l'Algérie a enregistré pas moins de 2 844 morts sur la route», un nombre important mais qui est en baisse depuis cinq ans et «surtout le premier depuis 1970». L'invité de la Chaîne 3 a expliqué que le confinement et l'interdiction de circuler entre les wilayas, imposés durant l'année passée en raison de la propagation de l'épidémie Covid-19 «ont réduit le déplacement des personnes. Ce qui a influé positivement sur les indicateurs de la sécurité routière». Selon lui, cette baisse encourageante témoigne des efforts qui ont été déployés par l'ensemble des partenaires. Cependant, dit-il, ce ne sont pas des chiffres satisfaisants puisque la facture demeure exorbitante. «Le nombre de morts donne vraiment à réfléchir et nous incite à fournir plus d'efforts pour maîtriser ce phénomène qui a pris de l'ampleur durant les années 2000», a-t-il ajouté. Parmi les mesures prises pour faire face aux accidents de la route, l'invité a indiqué qu'«on est en phase de la mise en place de la nouvelle réforme de la sécurité routière, et ce, à travers la création de la délégation nationale à la sécurité routière». Cette dernière, a-t-il expliqué, «a mutualisé les missions qui étaient dévolues aux établissements publics à caractères administratifs, qui sont le Centre national de la prévention et de la sécurité routière et le Centre national des permis de conduire». Selon lui, l'objectif de cette démarche est de responsabiliser une institution par rapport à ce dossier de sécurité routière, parce que, a-t-il dit, «on a constaté qu'il y avait une démission de la part des responsables en raison de la multiplication des intervenants dans ce domaine». Ait El Houcine a fait savoir que cette réforme s'inscrit également dans le cadre des recommandations internationales stipulant de mettre en place un organisme directeur ou une structure leader en matière de sécurité routière.



Ph/D. R.

Pétrole Le Brent se rapproche des 58 dollars

LES COURS du pétrole continuaient de grimper hier vers leurs niveaux de début 2020, en première partie d'une journée qui verra les membres de l'Opep et ses partenaires se réunir et l'EIA publier ses données sur les stocks de brut aux Etats-Unis. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril gagnait vers midi 0,84 % à Londres par rapport à la clôture de la veille, à 57,94 dollars, peu après avoir touché 58,13 dollars, un plus haut depuis le 21 février 2020. Le baril américain de WTI pour le mois de mars s'appréciait de 0,62 % à 55,10 dollars. Il a touché mardi 55,26 dollars, un prix plus vu depuis plus d'un an, le 24 janvier 2020. Le marché pétrolier bénéficie du début des campagnes de vaccinations qui «offrent la promesse que notre monde peut surmonter le Covid-19», a souligné, mardi, le Secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), Mohammed Barkindo, dont les propos ont été rapportés sur le compte Twitter de l'Organisation. L'Organisation et ses alliés, qui s'astreignent à des coupes importantes dans leur production de brut pour tenter de l'adapter à un niveau de demande sabrée par la pandémie Covid-19, et éviter une chute des prix comparable à celle de l'an dernier, se sont réunis hier après-midi.

M. L.

ter administratifs, qui sont le Centre national de la prévention et de la sécurité routière et le Centre national des permis de conduire». Selon lui, l'objectif de cette démarche est de responsabiliser une institution par rapport à ce dossier de sécurité routière, parce que, a-t-il dit, «on a constaté qu'il y avait une démission de la part des responsables en raison de la multiplication des intervenants dans ce domaine». Ait El Houcine a fait savoir que cette réforme s'inscrit également dans le cadre des recommandations internationales stipulant de mettre en place un organisme directeur ou une structure leader en matière de sécurité routière.

L'intervenant a signalé que la délégation nationale à la sécurité routière, placée auprès du ministre chargé de l'Intérieur, est organisée et fonctionne en tant que service extérieur à l'adminis-

tration centrale. «Elle a donc pour missions de mettre en œuvre la politique nationale de prévention et de sécurité routières dans sa partie opérationnelle», a-t-il conclu. T. K.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 2 décès et 275 nouveaux cas

L'ALGÉRIE a enregistré 2 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, deux cas de moins qu'hier (4), portant à 2 900 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar. Le nombre de contaminations a connu une légère remontée, avec 275 cas, soit 12 cas de plus par rapport au bilan d'hier (263), pour atteindre, au total, 108 116 cas confirmés.

R. N.

Une fois la matière première obtenue

L'Algérie va produire le vaccin Spoutnik V en deux mois

Le ministre de l'Industrie Pharmaceutique, Lotfi Benbahmed, a affirmé, hier, que l'Algérie va produire localement le vaccin russe Spoutnik V. Dans une déclaration à la Radio nationale, le ministre a affirmé que «nous pourrions produire en Algérie le vaccin anti Covid-19 en deux mois seulement, dès l'obtention de la matière première». Ainsi, l'on peut déduire des déclarations de Benbahmed que l'Algérie dispose des moyens nécessaires pour la fabrication du vaccin une fois la molécule obtenue. Une telle option permettra au pays de mener sa campagne de vaccination avec plus de célérité et d'assurer la disponibilité des doses pour toute la population, dans les meilleurs délais. Cela d'autant que les pays et laboratoires producteurs de vaccins anti coronavirus sont sous une forte pres-

sion, en raison de l'énorme demande exprimée de par le monde. Avant-hier, c'était le directeur général de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques, Kamel Mansouri, qui avait affirmé que «la fabrication du vaccin russe anti Covid-19 va démarrer dans les semaines à venir». L'orateur, qui s'exprimait sur la télévision publique, a indiqué que les discussions avec la partie russe étaient à un stade «très avancé». M. Mansouri a souligné qu'il était temps pour l'Algérie de passer du statut de pays importateur à celui de producteur-exportateur du vaccin. Jusque là, au moins deux laboratoires algériens semblent en mesure de se lancer dans la fabrication de ce vaccin. Kamel Mansouri avait révélé que la fabrication de Spoutnik V, dont l'efficacité est de 91,6%, se concrétisera en collaboration

entre Saidal et des entreprises privées disposant de l'expérience requise dans le domaine de la production pharmaceutique. Lotfi Benbahmed, de son côté, avait cité le laboratoire Frater Razes qui a entrepris des discussions avec un opérateur russe pour la fabrication de Spoutnik V en Algérie. Pour concrétiser cette démarche, il a été indiqué que des spécialistes algériens se rendront en Russie et une délégation russe viendra en Algérie pour faire le point sur les capacités dont dispose notre pays. Il est à rappeler que l'Algérie et la Russie ont convenu, lors d'une audience accordée dimanche dernier par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, à l'ambassadeur de la Fédération de Russie à Alger, Igor Beliaev, d'initier des contacts dans le but d'instituer une coopération bilatérale dans

le domaine de la fabrication du vaccin anti-Covid-19 russe «Spoutnik V» en Algérie, indique un communiqué des services du Premier ministre. Le Premier ministre a adressé, à cette occasion, «au nom du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, les remerciements du gouvernement algérien aux plus hautes autorités russes pour la suite diligente qui a été réservée à la demande de l'Algérie portant sur l'acquisition du vaccin russe Spoutnik V, dans le cadre des efforts du gouvernement pour lutter contre la pandémie du Covid-19», indique la même source. L'Algérie a réceptionné son premier lot du vaccin russe vendredi dernier, à l'aéroport militaire de Boufarik, alors qu'un autre lot du vaccin anglo-suédois est arrivé lundi à l'aéroport international Houari-Boumediène.

Aomar Fekrache

Tourisme

Sit-in des agences de voyages et promesses du ministère

■ Les responsables d'agences de voyages ont organisé, hier, un sit-in devant le ministère du Tourisme, pour sensibiliser sur l'extrême gravité de leur situation financière et sociale et revendiquer l'activation des mesures de soutien annoncées par le président de la République.

Par Louisa Ait Ramdane

La pandémie de coronavirus a porté un coup fatal au tourisme et à l'activité des agences de voyages, en raison des mesures prises pour réduire la propagation du virus, notamment la suspension des liaisons aériennes. Depuis les mois de mars de l'année écoulée, les autorités ont décidé la fermeture et la suspension des dessertes aériennes et maritimes. Une situation qui a mis en grande difficulté les agences de voyages, contraintes d'annuler toutes réservations et dessertes. Après une année de crise, la filière des agences de voyages agonise. Toutes les agences ont vu leurs programmes touristiques annulés. La situation est loin d'être rassurante et des pertes financières énormes affectent ces opérateurs économiques.

Pour dénoncer la situation «catastrophique» et solliciter l'intervention du chef de l'Etat, les responsables des agences de voyages se sont organisés et sont montés au créneau. Ils étaient nombreux, hier, à observer un sit-in devant le ministère du Tourisme.

Lors du sit-in, les responsables d'agences de voyages ont indiqué être confrontés à la crise du coronavirus, à la pression des banques et que beaucoup d'entre eux sont menacés de fermer leurs agences et même de faillite en raison de la crise de l'activité touristique et des pressions financières. Plus de 20 000 travailleurs sont actuellement à l'arrêt forcé, indiquent-ils. Les responsables des



agences de voyages, en plus de solliciter l'intervention rapide du Président Tebboune pour sauver ce secteur à l'«agonie» et à l'application des indemnités qu'il a promis à cette filière, dénoncent les propos récents «irresponsables» du ministre du Tourisme. Les manifestants ont mis en avant des propositions, notamment un effacement des dettes, des prêts bancaires à des taux bonifiés, des exonérations fiscales et parafiscales afin d'aider ces agences de voyages qui doivent aussi faire face à des dépenses incompressibles à l'instar du loyer et des salaires des employés. Ils exigent également le règlement du «conten-

tieux financier» avec la compagnie aérienne Air Algérie, une prime de 10 000 DA pour les travailleurs d'agences que la plupart d'entre eux n'ont pas perçue, une prime de 30 000 dinars pour les chefs d'entreprise que la plupart des agences «n'ont pas obtenue» à cause de la décision obligeant le responsable de l'agence à verser les cotisations à la Casnos pour l'année 2020. «Durant cette période de crise sanitaire, nous n'avons eu aucune activité», a souligné le responsable d'une agence de voyages. Les protestataires ont été reçus dans la matinée d'hier par le secrétaire général au ministère du Tourisme. L'occasion pour

eux d'exposer leurs problèmes, leurs demandes urgentes, leurs propositions de solutions. Joint hier par téléphone, le responsable d'une agence de voyages a indiqué que la réunion a été «fructueuse» dans l'ensemble. Il a fait savoir que les responsables du secteur du Tourisme ont entendu leurs doléances et leur ont promis d'étudier leurs dossiers. «La tutelle a exigé du temps pour étudier nos demandes et trouver une solution à nos doléances légitimes», a-t-il précisé, ajoutant : «On ne va pas s'arrêter là si la tutelle ne daigne pas résoudre nos problèmes, notamment financiers».

L. A. R.

Covid-19/Alger

Lancement de la vaccination du corps médical dans les hôpitaux

Les établissements hospitaliers d'Alger ont entamé, hier, la vaccination contre le coronavirus de leurs différents corps, suite à la réception de 1 600 doses de vaccin, pour leur permettre de poursuivre leurs activités au service des malades. Les chefs de services des différents établissements étaient en première ligne des corps bénévoles ayant été vaccinés. Dans ce cadre, Noureddine Smail, chef de service épidémiologie à l'Etablissement hospitalo-universitaire «Mustapha-Pacha» et directeur général de l'Institut national de la santé publique (INSP), a appelé tous les corps du secteur à se faire vacciner pour protéger leur système immunitaire et préserver la santé des citoyens. Cette mesure prise par les pouvoirs publics est «très importante», vu qu'elle permettra, une fois élargie à toutes les catégories concernées et que

70 % de la population en bénéficiera, d'atteindre une immunité collective pour réduire la propagation de ce virus qui a paralysé le monde entier. Pour sa part, P' Dalila Nafaa, chef de service dans le même établissement, a précisé qu'une liste des corps devant bénéficier, en priorité, du vaccin a été établie. Il s'agit des services de «la vaccination, des consultations Covid-19 et des urgences». Cette opération sera élargie aux autres services, selon la quantité des doses réceptionnées tout au long de l'année, a-t-elle fait savoir, indiquant que le premier lot du CHU Mustapha-Pacha est composé de 300 doses. De son côté, Hayet Benmessaoud, chef de service à l'Etablissement hospitalier universitaire Lamine Debaghine (ex-Maillot), qui a, elle aussi, été en première ligne des bénévoles à la vaccination contre le coronavirus, a qualifié

cette opération d'«opération de solidarité et de prévention qui s'impose», les corps médicaux et paramédicaux ayant assuré la prise en charge des malades depuis l'apparition du premier cas en Algérie. Le directeur général du même établissement, Nafaa Tati, a fait état de la mobilisation de huit services pour la prise en charge du suivi du coronavirus, en sus de ceux de la réanimation et de la consultation médicale, ces services étant «concernés par la campagne de vaccination, suivis par d'autres services au fur et à mesure de la réception d'autres quantités», a-t-il dit. Le directeur général de l'Etablissement public hospitalier d'Ain Taya, Said Mechat, a fait savoir, lui, qu'une quantité de 100 doses reçues par l'établissement sera distribuée sur les différents corps, notamment ceux faisant face à la pandémie, rappelant

par la même occasion que «tous les chefs de service de l'établissement ont accepté d'être vaccinés durant le premier jour de la campagne en vue d'encourager le reste de leurs collègues». Il en est de même pour l'Etablissement hospitalier spécialisé en maladies infectieuses El-Hadi-Flici qui a reçu 300 doses, et dont le directeur général, Messaoud Boulouar, a affirmé qu'«un nombre important de différents corps sont prêts à être vaccinés afin de protéger leur immunité contre le virus et les patients». De leur côté, l'Etablissement hospitalo-universitaire de Douéra et l'Etablissement hospitalier public de Zéralda lanceront aujourd'hui une campagne de vaccination au profit de leurs corps, ont indiqué leurs directeurs généraux, respectivement MM. Hamamou et Zeghdoudi.

R. D.

LA QUESTION DU JOUR

Nouvelle phase de transition en Libye mais avec date butoir

Suite de la page une

Dans les deux listes de candidats, l'une des membres du nouveau Conseil présidentiel, parmi lesquels il faudra choisir 3, et l'autre au poste de Premier ministre, des noms sont plus connus que les autres. Emergent notamment celui de Fathi Bashagha, l'actuel ministre de l'Intérieur, et celui de Salah Aguilu, le président du Parlement de Tobrouk. Il ne serait pas étonnant eu égard à leur renommée que l'un prenne la tête du Conseil présidentiel, et qu'à l'autre revienne le poste de Premier ministre. Comme il avait été question dans un passé encore récent du remplacement d'al-Serraj par Bashagha, on peut penser que ce dernier est le mieux placé pour diriger le Conseil présidentiel, qui sera composé de trois membres. Dans ce cas de figure, Aguilu Salah, un homme de l'est, serait en bonne position de présider le gouvernement. Ce ne sont là toutefois que des hypothèses, car les deux listes n'ont pas été publiées. Il est quelqu'un en tout cas dont il a beaucoup été question par le passé, davantage que Fathi Bashagha et Aguilu Salah, qui ne figure dans aucune liste, et qui de ce fait semble condamné à disparaître de la scène libyenne dès la prise de fonction du nouvel exécutif, c'est bien sûr le maréchal Khalifa Haftar. On ne sait trop quel avenir sera le sien, si même il en a un. A vrai dire, on n'est pas plus avancé s'agissant d'al-Serraj, encore qu'il soit arrivé à ce dernier de parler de sa démission, une intention non suivie d'effet mais qu'en son temps Alger n'avait pas manqué de saluer. A vrai dire, il n'y a pas qu'al-Serraj et Haftar pour se réfugier dans le silence pour l'heure, au point de faire douter de la viabilité même de la feuille de route onusienne en cours de concrétisation. Les acteurs étrangers, dont le rôle dans l'affaire libyenne ne saurait être sous-estimé, ne se montrent guère déserts eux non plus quant à leurs intentions pour l'après-5 février. Retireront-ils bientôt leurs soldats et mercenaires comme cela leur est instamment demandé par l'ONU, et depuis quelques jours aussi par la nouvelle administration américaine, ou n'en feront-ils rien estimant qu'il ne s'était rien passé à Genève du 1 au 5 février, et qu'en conséquence les choses en sont au même point en Libye ? Telle est la question.

M. H.

Brahim Merad :

Le Président Tebboune suit quotidiennement le dossier des zones d'ombre

■ Le conseiller du président de la République chargé des zones d'ombre, Brahim Merad, a affirmé, mardi soir depuis Relizane, que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, suivait quotidiennement le dossier des zones d'ombre.

Par Hocine G.

S'exprimant lors d'une visite à la localité dite «Slatna», une zone d'ombre sise dans la commune de Merdjia Sidi Abed, M. Merad a assuré, au 1^{er} jour de sa visite de travail dans la wilaya, que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, suivait quotidiennement le dossier des zones d'ombre dans le pays et qu'il attachait du prix à l'amélioration de la situation de leurs habitants. Le dossier de prise en charge des zones d'ombre «jouit d'un grand intérêt et revêt un caractère prioritaire auprès du président de la République, d'autant qu'il est l'un de ses engagements les plus importants», a rappelé M. Merad. «Le président de la République a braqué les projecteurs sur les zones d'ombre et

sur le monde rural, en vue de changer la situation des résidents de ces zones et les prendre en charge dans l'objectif de les faire bénéficier d'une vie digne», a-t-il souligné.

M. Merad a assuré «l'existence d'une forte volonté politique de l'Etat de prendre en charge les zones d'ombre et d'y améliorer les conditions de vie».

A ce titre, il a fait état du recensement des besoins de ces régions, à l'effet de leur prise en charge, ainsi que de l'inscription de programmes de développement, en fonction des besoins de chaque région.

Lors du 1^{er} jour de sa visite dans la wilaya de Relizane, M.



Merad a inspecté plusieurs zones d'ombre, à l'instar d'Ain el Hamra dans la commune d'El Guettar, Zhairia dans la commune de Hamri et de Soualmia

dans la commune de Yellel.

Le conseiller au président de la République a inspecté hier d'autres zones, à savoir Tida dans la commune d'Ain Tarek,

Ouled Mustapha et Ouled Haddou dans la commune de Souk El Had, Si Taja dans la commune de Oued Essalem et d'autres. H. G.

Covid-19

Dix-neuf wilayas réaménagent les horaires de confinement

Dix-neuf wilayas concernées par les mesures de confinement sanitaire prises pour endiguer la propagation du Covid-19 ont décidé un réaménagement des horaires de confinement partiel, désormais fixés de 22h00 au lendemain à 5h00. Rendus publics mardi par la majorité des wilayas concernées, les décisions de wilaya précisent que le réaménagement des horaires de confinement intervient sur instruction du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire dans le cadre du dispositif adopté par les pouvoirs publics pour la gestion de la situation sanitaire liée à la lutte contre la Covid-19. Il s'agit des wilayas concernées par le communiqué rendu public samedi dernier (30 janvier) par les services du Premier ministre concernant la reconduction du confinement partiel à domicile dans 19 wilayas du pays de vingt heures jusqu'au lendemain à cinq heures du matin.

Les wilayas concernées sont : Batna, Biskra, Blida, Bouira, Tébessa, Tiemcen, Tizi-Ouzou, Alger, Jijel, Sidi Bel-Abbès, Constantine, Mostaganem, M'sila, Oran, Boumerdès, El Tarf, Tissemsilt, Ain Témouchent et Relizane. Selon le communiqué des services du Premier ministre, les walis peuvent, après accord des autorités compétentes, prendre toutes mesures qu'exige la situation sanitaire de chaque wilaya, notamment l'instauration, la modification ou la modulation des horaires, de la mesure de confinement à domicile partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs communes, localités ou quartiers connaissant des foyers de contamination. Ainsi, le réaménagement des horaires de confinement dans ces dix-neuf wilayas est intervenu en application du communiqué du Premier ministre, les différentes wilayas ayant motivé cette décision par «l'amélioration relative de la situation épidémiologique». Les

dix-neuf wilayas ont également décidé la «réouverture des salles omnisports et des salles de sport, de même que les lieux de détente, les espaces récréatifs et de loisirs et les plages, et le prolongement des horaires d'ouverture des commerces jusqu'à 21h00, concernant les commerces des appareils électroménagers, d'articles ménagers et de décoration, de literies et tissus d'ameublement, d'articles de sport, de jeux et de jouets et les lieux de concentration de commerces». Ces nouveaux horaires concernent également les salons de coiffure pour hommes et femmes, les pâtisseries et confiseries, les cafés, restaurations et fast-foods qui doivent limiter leurs activités uniquement à la vente à emporter. Les communiqués ont indiqué que les autorisations exceptionnelles de circulation délivrées par les services de wilaya demeureront valables et nul besoin d'en délivrer de nouvelles. A noter qu'un deuxième communi-

qué rendu public par la wilaya de Jijel a autorisé la réouverture des marchés à bétail dans le strict respect du protocole de prévention contre la propagation du Covid-19, la distanciation physique et le port du masque entre autres. De même pour la wilaya de Tébessa qui a autorisé la réouverture des marchés à bétail et fixé les horaires et journées des marchés hebdomadaires dans les communes de Tébessa, Chrea, Bir El Ater et Bir Mokkadem. La wilaya de Biskra a décidé de son côté la prorogation de la mesure d'interdiction à travers le territoire de la wilaya, de tout type de rassemblement de personnes et de regroupement familial, notamment la célébration de mariages, de circoncisions et autres événements tels que les regroupements au niveau des cimetières, en sus des réunions et assemblées générales organisées par certaines institutions.

Younès B.

Mines

Un programme de 76 projets pour l'élaboration de la carte des ressources nationales

L'Agence du service géologique de l'Algérie (Asga), sous tutelle du ministère des Mines, a engagé 76 projets pour l'année 2021 dans le cadre de l'élaboration de la carte des ressources minières du pays, a indiqué, hier, le ministère dans un communiqué.

L'Asga a engagé, pour l'année en cours, un programme de soixante-seize projets techniques dont quarante-trois en cartographie géologique nord et sud, dix-neuf en géo-information et dix-sept en ressources minières, précise la même source.

Parmi ces projets techniques, certains sont pluriannuels et prennent en charge les levés cartographiques de plusieurs feuilles géologiques dont celles à l'échelle du 1/200 000 du Hoggar oriental (Tiririne, Tadoumet et In Takelkeba) ainsi que la recherche des ressources minérales dans la partie centrale et occidentale du Hoggar connu pour son potentiel en ressources minérales. Plusieurs autres projets d'envergure ont été lancés par l'Asga dans différentes régions du pays qui renferment un potentiel en ressources miné-

rales. Concernant la cartographie géologique à l'échelle 1/500 000 du pays, un programme pluriannuel est lancé pour actualiser la carte géologique existante, faisant appel aux compétences scientifiques nationales et en utilisant des moyens techniques modernes d'analyse et de prospective (télédétection, bases de données, systèmes d'information géographique, etc), selon le communiqué. Pour rappel, l'Asga est chargée de la gestion de l'infrastructure géologique notamment en matière d'acquisition, de validation, de

conservation et de restitution des connaissances géologiques de base relatives à la géologie du pays. A noter que ce programme entre dans le cadre de la relance du secteur des Mines et conformément au plan d'action de développement du secteur. Ainsi, différents projets entrent dans la nouvelle stratégie initiée par les pouvoirs publics afin d'actualiser l'inventaire des ressources minérales du pays qui servira à l'élaboration de la carte des ressources minérales, souligne la même source. Hani Y.

Hôpital d'Akbou/ Béjaïa Débrayage des travailleurs

LES TRAVAILLEURS de l'hôpital Aklou-Alî d'Akbou ont débrayé pendant deux heures hier matin, soit de 10h à 12h. Cette action de protestation cyclique, qui devrait être reconduite aussi aujourd'hui, a été décidée, selon une déclaration en notre possession, lors d'une session qui avait regroupé, le 26 janvier dernier, les trois sections syndicales actives au niveau de l'hôpital, en l'occurrence, le Snapap, le Sap et l'Ugta. Une réunion qui a été convoquée, soulignent-ils, pour «évaluer les démarches entreprises auprès de la tutelle afin de faire valoir le droit de percevoir les primes Covid-19 des six mois passés». Le débrayage devrait être reconduit aussi la semaine prochaine si les revendications des syndicats ne sont pas satisfaites. «En cas de non satisfaction des revendications de la part de la tutelle, le recours à d'autres actions de protestation sera entrepris dans le respect des lois de la République», note-t-on dans la même déclaration. L'Intersyndicale exige l'application du décret 79/20 du 31 mars 2020, instaurant une prime Covid-19. Notons que les exploitants de salles des fêtes de la wilaya de Béjaïa sont revenus hier à la charge, afin de demander la reprise de leur activité. Ces derniers ont été soutenus dans leur action de contestation par des artisans dont des cuisiniers, des serveurs et des exploitants de DJ, entre autres.

H. Cherfa

Le soja baisse, le blé et le maïs suivent

■ Les cours des céréales et oléagineux se sont repliés à Chicago mardi, dans le sillage d'un affaiblissement de la demande chinoise et de promesses de fortes récoltes de blé.

Par Salem K.

«**L**a principale cause de repli est une liquidation par les fonds», a jugé Michael Zuzolo, de Global Commodity Analytics and Consulting. Selon lui, c'est le soja (-0,77 %) qui est à l'origine de cette tendance à la baisse, suivi par le maïs (-1,14 %) et le blé (-0,96 %).

«Le marché tente d'intégrer dans les cours une demande de soja un peu plus faible en provenance de Chine», a souligné M. Zuzolo ajoutant que la récolte brésilienne, même si elle a démarré lentement, promet d'être au-dessus de 130 millions de tonnes.

«Cela suggère au marché qu'il y a une offre suffisante pour répondre à la demande chinoise entre maintenant et le début des plantations américaines et européennes dans 60 jours», a indiqué l'expert.

Le ministère de l'Agriculture

Cours

La Bourse de Tokyo démarrait en hausse hier

La Bourse de Tokyo partait en hausse hier, après la clôture en forte progression de Wall Street la veille, et alors que la saison des résultats bat son plein au Japon, avec notamment Sony au menu après la séance. L'indice vedette Nikkei montait de 1,04 % à 28 658,26 points vers 00h50 GMT et l'indice élargi Topix gagnait 1,2 % à 1 869,18 points. Wall Street a enchaîné mardi une deuxième séance nettement dans le vert, tandis que s'estompait la fièvre spéculative de petits porteurs qui avait déstabilisé le marché américain la semaine dernière. Les investisseurs au Japon appréciaient aussi la perspective d'une adoption rapide du nouveau plan de soutien à l'économie américaine, après un vote technique au Sénat mardi ouvrant la voie à une procédure parlementaire accélérée. Et le marché tokyoite vibrat au rythme des résultats des grandes entreprises nipponnes, digérant notamment ceux de Panasonic la veille et s'apprêtant à passer au peigne fin ceux de Sony, lesquels étaient prévus hier après la clôture.

Les Bourses chinoises stables à l'ouverture

Les places boursières chinoises ont ouvert hier sur une note stable après le rebond des dernières séances. A Hong Kong, dans les premiers échanges, l'indice composite Hang Seng prenait 0,19 % à 29 305,41 points. En Chine continentale, la Bourse de Shanghai lâchait 0,07 % à 3 531,15 points et celle de Shenzhen était inchangée à 2 401,13 points.

H. N.

américain a annoncé une vente à l'exportation de 115 000 tonnes de maïs vers le Mexique mais, selon Brian Hoops de Midwest Market Solutions, les courtiers ont été déçus de ne pas enregistrer de commandes chinoises de soja ou de maïs depuis plusieurs jours. Les préparatifs des célébrations du Nouvel An lunaire chinois «signifient également que la Chine sera hors du marché pendant quelques semaines», a souligné l'analyste.

Les cours du blé ont suivi à la baisse, d'autant plus que la récolte australienne promet d'être une des meilleures depuis dix ans, a souligné Michael Zuzolo : «Cela indique qu'un approvisionnement en abondance viendra aussi d'Australie».

Le cours du maïs, qui est celui qui a le plus grimpé par rapport à son niveau de l'été, a chuté proportionnellement le plus rapidement mardi.

Le boisseau de blé (environ 27 kg) pour livraison en mars a terminé à 6,4475 dollars contre 6,5100 dollars lundi, en baisse de 0,96 %.

Le boisseau de maïs (environ



PHOTO: R.

25 kg) pour livraison en mars a fini à 5,43 dollars contre 5,4925 dollars lundi, en chute de 1,14 %.

Le boisseau de soja (environ 27 kg) pour livraison en mars a terminé à 13,5475 dollars contre

13,6525 dollars à la dernière clôture, lâchant 0,77 %.

S. K.

Le Président Cyril Ramaphosa :

L'Afrique du Sud appelée à développer son industrie minière

L'industrie minière en Afrique du Sud doit redoubler d'efforts pour offrir des possibilités d'emploi et d'affaires et créer de la valeur ajoutée pour le peuple sud-africain, a déclaré, mardi, le Président Cyril Ramaphosa.

S'exprimant lors d'un webinaire virtuel sur l'investissement dans le secteur minier africain, Ramaphosa estime que les sociétés minières devraient favoriser une approche inclusive de tous les aspects de l'exploitation minière, de la propriété et la participation à la gestion à l'approvisionnement.

«Il devrait y avoir une plus grande inclusion des femmes et des entreprises appartenant à des femmes dans tous ces domaines», a-t-il dit, notant que les sociétés minières devraient s'efforcer d'incorporer et de mettre en œuvre activement des normes environnementales, sociales et de gouvernance dans tous les aspects des décisions et des opérations commerciales.

«Les plans sociaux et de travail sont essentiels pour garantir que les communautés bénéficient des activités minières dans leurs régions, afin que personne ne soit laissé pour compte», préconise-t-il.

Le président a, à cet égard, souligné que l'Afrique du Sud souhaite promouvoir une plus grande exploration et valorisation des

minéraux et des activités pétrolières en amont, en particulier en développant le marché national et régional du gaz.

L'Afrique du Sud est le premier pays minier d'Afrique en termes de chiffre d'affaires et du nombre de mines. L'histoire du pays est étroitement liée à celle de son industrie minière. Le pays s'est en effet développé grâce à l'abondance des ressources de son sous-sol. Le secteur minier y joue toujours un rôle prépondérant dans l'économie et représentait 8,1 % du PIB en 2019. Une soixantaine de sociétés comptabilisent 90 % de la production minière du pays.

S. K.

Pour accélérer la reprise post-pandémique en Afrique Améliorer l'assainissement est essentiel, selon le PNUD

Les pays africains doivent investir en priorité dans l'assainissement et le traitement des eaux usées dans le cadre de leurs programmes respectifs de relance post-pandémique, a déclaré, mardi, une responsable du Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnud).

Cet atlas, qui a été développé sur une période de quatre ans, vise à évaluer les progrès de l'Afrique dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) consacrés à l'assainissement et à la gestion des eaux usées. Il appelle notamment à changer de politiques dans ce domaine, à trouver des financements innovants, à nouer davantage de partenariats stratégiques et à cultiver un véritable engagement communautaire pour revitaliser les programmes d'hygiène et d'assainissement en Afrique. La publication de cet atlas, qui fait partie d'un projet en quatre ans conjointement mis sur pied par le Pnud, la BAD et l'organisation norvégienne à but non lucratif GRID-Arendal, a per-

mis de mettre en lumière l'état actuel des systèmes d'assainissement et de gestion des eaux usées en Afrique. Il a également mis en évidence l'interdépendance entre l'homme, la santé des écosystèmes et l'économie circulaire, ainsi que leur rôle dans le développement socio-économique du continent.

Selon l'atlas, plus de la moitié de la population de 34 des 38 pays d'Afrique subsaharienne n'a même pas accès aux installations nécessaires pour se laver les mains. M^{me} Carvalho a souligné que les pays africains étaient en mesure d'atteindre d'ici à 2030 l'ODD n° 6 - qui porte sur l'accès universel à l'eau propre et à l'assainissement - sous réserve de financements solides et de nouvelles politiques progressives. Wambui Gichuri, vice-présidente par intérim de la BAD en charge de l'Agriculture et du

Développement humain et social, a déclaré que les pays africains devaient partir en quête de nouvelles sources de financement dans le domaine de l'assainissement, afin de promouvoir la santé publique et de stimuler la croissance sur le continent. «L'Afrique ne peut pas être une société saine sans un accès adéquat à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène. Le nouvel Atlas de l'assainissement et des eaux usées en Afrique permettra de guider les investissements stratégiques à venir», a affirmé M^{me} Gichuri.

Clever Mafuta, responsable du programme de gestion des déchets de GRID-Arendal, a quant à lui indiqué que cet atlas était une mine d'informations sur les innovations susceptibles de faire évoluer les systèmes d'assainissement et de gestion des eaux usées en Afrique.

Yanis H.

Enseignement supérieur

Connecter l'Université à son environnement socio-économique pour l'employabilité des diplômés

■ Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a mis l'accent, mardi à Alger, sur l'importance de connecter l'université à son environnement socio-économique pour multiplier les opportunités d'employabilité des diplômés universitaires.

Par Hamid N.

S exprimant à l'occasion de la signature d'une convention de coopération entre son secteur et le ministère de la Poste et des Télécommunications, en présence du ministre de ce secteur, Brahim Boumzar, M. Benziane a mis en avant l'importance de «renforcer davantage l'ouverture de l'université à l'environnement socio-économique à travers l'instauration des contrats de partenariat et la diffusion de la culture entrepreneuriale en milieu uni-

versitaire, ainsi que l'accompagnement des étudiants pour créer des start-up et les inciter à l'innovation».

«L'objectif du secteur dans la prochaine phase consiste à multiplier les opportunités d'employabilité des diplômés universitaires, à faire de l'université une locomotive du développement, à généraliser l'accès aux débouchés de la formation et à préparer des compétences répondant aux exigences réelles et objectives du développement durable, des emplois et des métiers à l'ère numérique», a-t-il dit.

M. Benziane a également relevé l'importance d'«adapter l'arsenal législatif aux évolutions de l'heure pour se diriger vers des perspectives prometteuses dans le changement de la cartographie de la formation».

Cernant la convention conclue entre les deux secteurs, M. Benziane a indiqué que cet accord visait à «insuffler une nouvelle dynamique dans le domaine de la recherche et à raffermir les installations et les réseaux de communication pour assurer un haut débit internet dans les établissements universitaires», cela

étant, a-t-il poursuivi, «un appui technique pour que l'université puisse relever les défis et les enjeux notamment en matière de la numérisation et du développement du télé-enseignement et réaliser une interactivité entre l'enseignant et l'étudiant, etc.».

M. Benziane a également mis en exergue les domaines de coopération «étroite» entre les deux secteurs, ayant donné lieu à la réalisation de 38 opérations de numérisation sur un total de 47 enregistrées, ce qui a permis la numérisation de plusieurs procédures et opérations dont l'inscription en ligne au baccalauréat et le paiement électronique des frais d'inscription, outre la mise en place de plateformes pour le recrutement et la promotion des professeurs chercheurs.

Selon le ministre, ce partenariat permettra au secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique d'accéder à une nouvelle ère qui aura des retombées positives sur le changement de comportement des professeurs, des chercheurs, des étudiants et des fonctionnaires (...). Le partenariat permettra également l'entrée



dans une phase de numérisation, l'acquisition d'une nouvelle culture et de nouvelles valeurs, l'ancrage des bonnes pratiques et l'accès à la modernisation.

A l'issue de la cérémonie de signature de cette convention, qualifiée de «jalonnement supplémentaire dans le processus de coopération étroite entre les deux secteurs», M. Boumzar a relevé le rôle de son secteur dans l'accompagnement du mouvement de la recherche scientifique, le renforcement des structures et des réseaux de communication électronique et l'accès à un service internet à haut débit à travers les établissements universitaires

et ce, en vue de la mise en place d'un environnement propice à la formation et à la recherche scientifique.

Rappelant les domaines de coopération entre les deux ministères, notamment en ce qui concerne l'enseignement à distance particulièrement lors de la période de confinement imposé par la pandémie de Covid-19, le ministre a insisté sur l'importance de «l'évaluation permanente» de cette coopération visant à répondre aux nouvelles réalisations dans les domaines scientifique et économique induites par les développements technologiques. **H. N.**

M'sila Lancement de la campagne de vaccination anti-Covid-19

LA CAMPAGNE de vaccination contre le coronavirus (Covid-19) a été lancée hier à M'sila depuis la polyclinique de la cité Ezzahar des 300 logements au chef-lieu, en présence du chef de l'exécutif local, Abdelkader Djellaoui et les représentants des autorités locales civiles et militaires.

Le premier vacciné était le porte-parole du Syndicat national des pharmaciens agréés, Samir Ouali, qui a exprimé sa satisfaction quant au début de cette opération de vaccination, encourageant ainsi les citoyens à se faire vacciner. L'opération s'est poursuivie, dans sa première journée par la vaccination d'une dizaine de personnel de la santé, en charge de personnes atteintes du coronavirus, à travers les centres hospitaliers de la wilaya.

Le premier lot du vaccin russe «Spoutnik V» destiné à la wilaya de M'sila a été réceptionné et dispatché sur les centres de vaccination répartis à travers les communes de la wilaya. **K. N.**

Naâma

Les éleveurs revendiquent un approvisionnement régulier en aliment du bétail

Quelque 40 éleveurs de bétail ont organisé mardi un sit-in devant le siège de la wilaya de Naâma, revendiquant un approvisionnement régulier en aliment du bétail et l'ouverture de nouveaux points de vente relevant de l'Office national des céréales.

Les représentants des manifestants ont souligné que ce sit-in intervient pour rappeler les préoccupations des éleveurs des zones pastorales de la wilaya ayant trait notamment à l'approvisionnement en orge et son, au manque de points de vente et aux obstacles auxquels ils sont confrontés dans le domaine de l'aliment du bétail.

Ils ont appelé à l'accompagnement et au soutien des éleveurs d'ovins, de bovins et de camélidés, eu égard aux prix élevés des

matières fourragères sur les marchés de la wilaya. Les autres préoccupations soulevées par les contestataires auprès des autorités locales sont relatives à l'amélioration de la couverture sanitaire du bétail et l'organisation de sessions de formation au profit des éleveurs dans le domaine de l'utilisation des nouvelles techniques en élevage.

La direction des services agricoles a fait savoir, à l'issue d'une rencontre qui a regroupé des responsables de la DSA avec des protestataires dont des représentants et professionnels de la filière d'élevage de la wilaya et des membres du bureau de wilaya de la Fédération nationale des éleveurs, que 118 000 quintaux d'orge sont distribués actuellement aux éleveurs de la wilaya à

des prix étudiés.

La rencontre a été mise à profit pour mettre en exergue les mesures prises par le ministère de tutelle (circulaire ministérielle 959 en date du 30 novembre 2020) en matière de commercialisation du fourrage et dérivés du blé subventionné et de distribution de l'orge subventionné et du fourrage destiné à l'engraissement, qui contribue à lutter contre la spéculation.

Les intervenants ont insisté aussi sur la nécessité de l'organisation des éleveurs en associations et coopératives professionnelles en vue d'orienter des efforts des autorités publiques vers leur accompagnement et le développement de cette activité, signale-t-on.

Maya H.

Oran

Commémoration du premier anniversaire de la mort du moudjahid Benguesmia Chadli Mohamed

Le premier anniversaire de la mort du moudjahid Benguesmia Chadli Mohamed a été commémoré mardi soir à Oran, lors d'une rencontre qui a mis en exergue les contributions du défunt à l'enrichissement du mouvement culturel dans la capitale de l'Ouest algérien après l'indépendance.

Cette rencontre, organisée par l'Office des arts et de la culture de l'APC d'Oran au conservatoire de musique «Ahmed-Wahby», a permis à plusieurs intervenants ayant connu le

défunt ou travaillé à ses côtés de présenter des témoignages sur son rôle et son activité sur la scène culturelle à Oran, notamment en apportant assistance aux jeunes artistes lors des festivals culturels en tant que président de l'association culturelle de la commune d'Oran dans les années 80.

L'historien et chercheur en sociologie, Sadek Benkada, qui a activé avec le regretté, a souligné que le moudjahid Benguesmia fut un des importants organisateurs de la mani-

festation culturelle «Mawssim Sidi El Houari» en 1988, en plus de plusieurs autres activités culturelles.

Le défunt a contribué en tant qu'élu de l'APC dans des actions de jumelage de la capitale de l'Ouest algérien avec des villes du bassin méditerranéen, dont la ville espagnole Alicante, en plus de son travail comme responsable de la commission de baptisation des rues et artères de la ville d'Oran en 1986, selon le même orateur qui occupait jadis le poste de président

d'APC d'Oran. Pour sa part, Chenini Abderrahmane, un proche du défunt et professeur à l'université de Mascara, a indiqué que le moudjahid Benguesmia a supervisé l'organisation des festivals de la chanson Rai.

Le regretté Benguesmia était également un fervent militant du mouvement associatif ayant aidé de nombreux jeunes à s'organiser en associations et à contribuer efficacement au développement de la ville dans divers domaines.

Les participants à cette rencontre, à laquelle ont pris part des universitaires et des représentants de la société civile, ont appelé à baptiser une des structures culturelles d'Oran au nom du défunt et à lui dédier un événement culturel.

A rappeler que le moudjahid Benguesmia Chadli Mohamed, décédé le 2 février 2020 à l'âge de 77 ans, issue d'une famille révolutionnaire, a rejoint les rangs de la glorieuse Armée de Libération Nationale dès son jeune âge. **R. S.**

Le plasticien Tahar Hadhoud au Jour d'Algérie :

«Un symposium international de la sculpture est une nécessité»

■ C'est un artiste ambitieux, dynamique, créatif et qui travaille durement pour réussir sa carrière. Il s'agit de Tahar Hadhoud, un artiste peintre et sculpteur qui a beaucoup de projets à réaliser mais avance à petits pas et sûrement pour atteindre son but. Dans cet entretien, il nous parle de ses projets et de ses ambitions d'artiste.



Propos recueillis par Abia Selles

Le Jour d'Algérie : Le public vous connaît à travers la peinture ou par vos sculptures ?

Tahar Hadhoud : J'ai commencé ma carrière professionnelle en tant qu'artiste peintre, mais avec le temps j'ai éprouvé une sensibilité particulière à la sculpture. Cela ne signifie pas que j'ai quitté le monde de la peinture. Il y a des choses que j'exprime mieux avec la peinture et d'autres avec la sculpture. Il faut savoir que l'état d'âme de l'artiste et ses sources d'inspirations sont le moteur de la

créativité.

Entre la peinture et la sculpture, où vous retrouvez-vous le mieux ?

Les couleurs coulent dans mon sang mais je me retrouve beaucoup plus dans la sculpture. J'aime bien les sculptures monumentales car ce domaine évolue rapidement et provoque en moi une créativité particulière. J'aime faire un travail qui n'a pas seulement un sens mais qui raconte aussi une histoire, un travail qui met en valeur un passé dont la vie est plus longue que l'être humain

lui-même. Il y a aussi le côté commercial. Les sculptures sont plus demandées que les toiles et l'artiste qui vit de son art doit prendre en considération ce point.

Comment avez-vous passé la période de confinement ?

Le confinement était une nécessité à cause de la pandémie de Covid-19. Je l'ai passé comme tout le monde à la maison, plus précisément dans mon atelier. C'est vrai, j'étais un peu déçu car je devais participer à des symposiums à l'étranger, mais comme les aéroports étaient fermés je n'ai pas

pu voyager. Il faut reconnaître que j'ai profité de cette période pour donner libre cours à mon imagination et ma créativité. Sans m'en rendre compte, je me suis retrouvé avec plus de 80 peintures et 20 sculptures après le confinement. Je tiens à dire dans ce sens que l'être humain doit être positif pour pouvoir vivre et s'épanouir. Il est vrai que la pandémie de Covid-19 nous a perturbés, mais il faut se faire des motivations pour ne pas tomber dans le vide et l'angoisse.

Vous n'êtes pas très présent sur les réseaux sociaux.

Pourquoi ?

Oui c'est vrai, le monde virtuel ne m'attire pas trop. D'ailleurs, je me suis engagé dans les activités en ligne comme tous les artistes, mais ça n'a pas marché comme je le voulais. Je ne sais pas si c'est une question d'habitude ou autre mais je préfère l'exposition en mode présentiel. J'aime le contact direct avec le public, communiquer avec les gens, échanger des idées et des informations. Le travail sur internet c'est comme parler avec une machine qui n'a pas d'âme ni de sentiments.

Parlez-nous de vos projets.

Les projets sont nombreux et énormes mais j'essaie de travailler durement et avancer sûrement. Actuellement, je pense qu'un symposium international de la sculpture est une nécessité. Cet art est en évolution rapide et on a des talents qui méritent d'être mis en valeur. Un tel événement permet aussi l'échange des expériences entre les artistes. J'ai eu l'occasion d'en parler avec madame la ministre de la Culture et des Arts afin qu'y participent des artistes de renommée internationale pour enrichir l'événement. Je souhaite que les choses avancent rapidement pour que les sculpteurs algériens puissent prouver leur talent et participer à des événements internationaux. Si ce projet voit le jour, il aura l'histoire et le patrimoine national comme thème. **A. S.**

Arts plastiques

L'œuvre de Baya Mahieddine célébrée aux Emirats arabes unis

Une rétrospective des œuvres de la plasticienne algérienne Baya Mahieddine est prévue lors de la 11^e édition de la manifestation culturelle «Impressions durables», organisée par le «Museum Sharjah Authority» (Emirats arabes unis), du 24 février au 31 juillet 2021, annoncent les organisateurs sur le site Internet de l'événement. Plus de soixante-dix œuvres, dont des toiles provenant de la toute première exposition tenue par l'artiste à Paris en 1947, seront accueillies pour la première fois au Musée d'Arts de Sharjah, dans une exposition indi-

viduelle qui mettra en valeur le parcours prolifique de Baya Mahieddine et reviendra sur ses 60 ans de carrière artistique qui ont marqué le paysage culturel algérien et permis le développement de l'art moderne dans le monde arabe notamment.

Née en 1931 à Bordj El Kiffan (Alger), Baya Mahieddine, de son vrai nom Fatma Haddad, a débuté en modelant des personnages et des animaux fantastiques en argile, avant de se voir encouragée à réaliser des toiles et inaugurer sa première exposition à Paris en 1947.

En 1963, elle participe à l'expo-

sition «Peintres algériens» organisée pour célébrer le 9^e anniversaire du déclenchement de la guerre, pour voir ensuite ses œuvres anciennes exposées par le Musée d'Alger et ses travaux désormais visibles à Tizi Ouzou, Annaba, Paris, Marseille, Bruxelles et dans le monde arabe. Considérée comme une des fondatrices de l'«art pictural algérien moderne», Baya Mahieddine a fait partie du groupe d'artistes de la «Génération 1930», composé entre autres plasticiens de Mohamed Aksouh, Abdellah Benanteur, Abdelkader Guermaz, Mohamed Issiakhem, Souhila Bel

Bahar, Mohamed Khadda et Choukri Mesli. Son œuvre, d'inspiration naïve, est un foisonnement végétal et une liesse de couleurs vives créant un univers de féerie peuplé d'oiseaux, d'instruments de musique et de personnages féminins aux toilettes somptueuses. Plusieurs œuvres de Baya Mahieddine, disparues en 1998 à Blida, sont conservées, outre dans les musées algériens, à Lausanne (Suisse) dans la «Collection de l'art brut», à Doha (Qatar) au «Museum of Modern Art», à Paris à l'Institut du monde arabe, ou encore à Bamako, au Musée national du Mali. **M. K.**

Salon national de la photographie à Béchar

Un espace pour mettre en avant les jeunes talents

Le premier Festival national de la photographie de Béchar, dont le coup d'envoi a été donné mardi à la Maison de la culture «Kadi-Mohamed» avec la participation de 28 photographes, constitue un espace pour mettre en avant la jeune photographie nationale, ont indiqué ses organisateurs. Ce salon national de la photographie, auquel prennent

part de jeunes photographes professionnels et amateurs issus de vingt wilayas du pays et qui est placé sous le thème «Patrimoine et beauté de mon pays», vise, en plus de mettre en exergue les œuvres des participants, «à promouvoir les différentes facettes du patrimoine culturel national matériel et immatériel et surtout les potentialités touristiques et naturelles

du pays, à travers la photographie en noir et blanc et en couleur», ont affirmé les responsables de l'association locale «Media Grooz» pour le cinéma et l'audiovisuel, principale initiatrice du salon.

«Nous souhaitons à travers cette manifestation artistique, première du genre à être organisée dans la région et qui se poursuivra jusqu'à jeudi pro-

chain, mettre en valeur le patrimoine culturel et touristique du pays dans des concepts de photographies créatives, qui valorisent le caractère et l'authenticité des lieux, villages, paysages dont elles ont capturé les instants», a expliqué Mustapha Jaja, président de l'association précitée.

«Ce genre de manifestations est toujours utile pour les jeunes

photographes à la recherche d'espace pour faire connaître leurs travaux artistiques, en dépit de l'absence d'un véritable marché national de la photographie, tant de professionnels que d'amateurs, ce qui n'encourage nullement les photographes à travers le pays», a déploré, pour sa part, M^{me} Benkhelifa Asma, une participante au salon.

L. B.



Birmanie

Les appels à la désobéissance civile se multiplient après le coup d'État

■ Les appels à la désobéissance civile se multipliaient hier en Birmanie, médecins et personnels de santé prenant la tête de la contestation, alors que Washington accuse formellement les militaires d'avoir perpétré un « coup d'État » et promet de nouvelles sanctions à l'encontre des généraux.

Par Mourad M.

L'armée a mis brutalement fin lundi à la fragile transition démocratique du pays, en instaurant l'état d'urgence pour un an et en arrêtant la cheffe de facto du gouvernement civil Aung San Suu Kyi ainsi que d'autres responsables de son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND).

Deux jours après ce putsch, condamné par de nombreuses capitales étrangères, les premiers signes de résistance émergent.

Des médecins et des professionnels de santé, portant des rubans rouges en signe de protestation, ont annoncé refuser tout travail, sauf en cas d'urgence médicale.

« Nous obéissons uniquement au gouvernement élu démocratiquement », a déclaré à l'AFP Aung San Min, responsable d'un hôpital de 100 lits dans la région de Magway (centre).

Des membres du personnel médical de l'hôpital général de Yangon se sont réunis devant

l'établissement, faisant le salut à trois doigts, un geste de résistance déjà adopté par les militants pro-démocrates à Hong Kong ou en Thaïlande.

Un groupe nommé « le mouvement de désobéissance civile » a aussi été lancé sur Facebook et comptait déjà quelque 150 000 abonnés. « Honte à l'armée », « les militaires sont des voleurs », pouvait-on lire sur cette page.

Mardi soir, dans le quartier commerçant de Rangoun, la capitale économique, des habitants ont klaxonné, tapé sur des casseroles, certains scandant : « Vive Mère Suu ! » (Aung San Suu Kyi). Présentant les événements, cette dernière, qui serait aujourd'hui assignée à résidence, a exhorté la population à « ne pas accepter le coup d'État » dans une lettre écrite par anticipation avant son arrestation.

Mais la peur des représailles reste vive dans le pays qui a vécu, depuis son indépendance en 1948, sous le joug de la dictature militaire pendant près de 50 ans. « La population sait très bien à quel point l'armée peut être vio-

lente et se soucie peu de sa réputation internationale, cela pourrait freiner la volonté de mobilisation », estime Francis Wade, auteur d'ouvrages sur le pays.

Les autorités ont déjà publié un avertissement, mettant en garde contre tout discours ou message qui pourrait « encourager des émeutes ou une situation instable ».

Le coup d'État, « inévitable » selon le général Min Aung Hlaing qui concentre désormais l'essentiel des pouvoirs à la tête d'un cabinet composé de généraux, a déclenché un concert de condamnations à l'international.

Après avoir menacé d'imposer de nouvelles sanctions, l'administration de Joe Biden a encore haussé le ton mardi contre la Birmanie, le premier grand test international pour le nouveau président américain.

« Nous sommes parvenus à la conclusion qu'Aung San Suu Kyi et l'ex-président de la République Win Myint, avaient été déposés dans un coup d'État militaire », a indiqué une responsable américaine. Cette décision juridique bloque l'aide directe de Washington à l'État birman.

Mais cet acte reste principalement symbolique : l'armée birmane est déjà sous le coup de sanctions depuis les exactions menées par ses soldats en 2017 contre la minorité musulmane rohingya, une crise qui vaut à la Birmanie d'être accusée de « génocide » par des enquêteurs de l'ONU. Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni mardi en urgence, et à huis clos, mais n'a pas réussi à se mettre d'accord



sur un texte commun. Des négociations sont toujours en cours, selon un diplomate sous couvert d'anonymat. Pour être adoptée, cette déclaration commune nécessite le soutien de la Chine, qui exerce un droit de veto en tant que membre permanent du Conseil de sécurité.

Or, Pékin reste le principal soutien de la Birmanie aux Nations unies. Lors de la crise des Rohingyas, la Chine avait contrecarré toute initiative au Conseil de sécurité, estimant que le conflit avec la minorité musulmane relevait des seules affaires intérieures birmanes.

Les ministres des Affaires étrangères du G7 se sont dits « profondément préoccupés » par les événements, tout comme le Fonds monétaire international « très soucieux » de leur potentiel impact sur l'économie du pays, déjà frappé de plein fouet par le coronavirus (plus de 140 000 cas et 3 100 décès recensés). Le mois dernier, le FMI avait envoyé 350 millions de dollars d'aide d'urgence à la Birmanie pour l'aider à lutter contre la pandémie.

La LND a appelé sur Facebook à la « libération » immédiate d'Aung San Suu Kyi, 75 ans, et de ses autres responsables, dénonçant une « tache dans l'histoire de l'État ». « L'armée doit reconnaître le résultat des élections de novembre », a ajouté le parti qui était au pouvoir depuis les législatives de 2015.

Selon une députée LND, qui a requis l'anonymat, le prix Nobel de la paix 1991 et l'ex-président Win Myint sont « assignés à résidence » dans la capitale Naypyidaw.

Un porte-parole du parti a précisé qu'aucun contact direct n'avait été noué avec elle, même si des voisins l'ont aperçue se promenant dans le jardin de sa résidence officielle entourée de murs. Des parlementaires retenus depuis lundi dans une résidence qui leur est réservée dans la capitale ont été autorisés à rentrer chez eux et certains commencent à quitter les lieux.

L'armée a promis la tenue de nouvelles élections, une fois que l'état d'urgence d'un an sera levé.

M. M.



Commentaire

Primaire

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que la crise sanitaire et économique en France empêche la pré-campagne présidentielle de pleinement se déployer, certains aspirants candidats arrivent néanmoins à émerger et à faire entendre leur voix dans les médias. A moins de quinze mois de la présidentielle, les noms de présidentiables circulent de plus en plus, que ce soit à droite ou à gauche. À gauche justement, c'est au tour de Jean-Christophe Cambadélis, ancien premier secrétaire du Parti socialiste et proche de François Hollande, de faire part de ses ambitions. Dans un entretien à « L'Opinion » cette semaine, il explique qu'il se verrait bien participer à une primaire du pôle social-démocrate. « Soit nous nous mettons derrière une candidature et donc la primaire ne s'impose pas, soit nous n'y arrivons pas, et il faudra bien trouver un moyen pour que les militants et les sympathisants en désignent une. Et dans ce cas-là, j'en serai ! », a-t-il résumé. Jean-Christophe Cambadélis estime que le PS doit anticiper cette primaire comme un « plan B » en cas de refus d'Anne Hidalgo d'être candidate. « Si le premier secrétaire du PS, les grands élus, les responsables et les personnalités de cette gauche font dès maintenant bloc derrière elle, alors elle pourra engager une campagne citoyenne pour valider sa candidature. Mais si ces conditions ne sont pas réunies, elle comme d'autres ne prendront pas le risque de figurer dans un premier tour perdu d'avance », a-t-il prévenu. L'ancien premier secrétaire du Parti socialiste sous le mandat de François Hollande s'oppose à l'idée d'un renouvellement des figures socialistes, souhaité par la direction du parti. « Le problème n'est pas le renouvellement des arrières, mais celui des idées. Car on peut être jeune et conservateur ou sans idées. Je ne pense pas qu'il faille disqualifier ceux qui ont une certaine expérience. Je crois, au contraire, que c'est ce qu'il manque dans la vie politique nationale, et peut-être aussi à gauche », a-t-il souligné. Quatre thèmes articulent déjà son projet : « Lutter contre la précarité et pour le climat, instaurer un nouveau contrat social, réindustrialiser la France via un big bang écologique et, enfin, maîtriser la dette ». Reste à voir si Cambadélis, en cas de primaire de la gauche, serait capable de porter un programme attractif et si surtout les sympathisants et électeurs de gauche verraient en lui une personnalité crédible pour les représenter à la présidentielle de 2022. Il faudra aussi savoir si Cambadélis a le charisme nécessaire pour éviter l'humiliation qu'a connue le PS en 2017 avec les 6 % de voix récoltés par Benoit Hamon.

F. M.

Feux de forêt en Australie

71 habitations détruites près de Perth

At moins 71 maisons ont été détruites dans les feux de forêt qui font rage près de Perth, dans l'ouest de l'Australie, selon les autorités qui ont demandé aux habitants d'ignorer le confinement en vigueur pour évacuer.

L'incendie a ravagé de grandes étendues de terre dans la zone des Collines de Perth et les flammes avancent vers les zones plus densément peuplées de la quatrième ville du pays.

Aucun décès ou blessure grave n'ont été signalés jusqu'à présent, mais six pompiers ont été légèrement touchés.

« Pour les personnes qui ont perdu leur maison, c'est tout simplement épouvantable. Nos pensées sont avec eux », a déclaré Darren Klemm, le chef des pompiers d'Australie-occidentale. Plusieurs alertes d'urgence ont été lancées alors que la situation devrait empirer avec de fortes rafales de vent prévues hier qui

risquent d'attiser les flammes. Perth est entré dimanche dans une phase de confinement de cinq jours en raison de la découverte du premier cas de transmission locale du coronavirus en dix mois dans l'État d'Australie-occidentale.

Ce sont environ deux millions de personnes de Perth et des régions voisines de Peel et du Sud-Ouest qui doivent demeurer chez elles.

La rentrée scolaire prévue lundi a été différée. Les habitants ne peuvent sortir de chez eux que si leur travail est « essentiel », pour faire des courses, faire du sport ou aller chez le médecin.

Alors que les flammes se rapprochaient des zones plus peuplées, M. Klemm a enjoint les habitants menacés à ne plus tenir compte de l'ordre de confinement.

« L'évacuation l'emporte sur toute exigence de quarantaine que les gens pourraient avoir », a-

t-il insisté. Des centaines de personnes ont fui la région depuis lundi et beaucoup sont réfugiés dans des centres d'évacuation.

Parmi elles, Peter Lavis, 68 ans, qui a évacué lundi après avoir vu les flammes embraser le paysage, « comme si une bombe avait explosé ».

« On voyait très bien le feu, la lueur rouge et occasionnellement les flammes qui en émanent », a-t-il dit. « On a eu une petite réunion de famille et on s'est dit que la meilleure chose à faire était de partir ».

La fumée a obscurci le ciel au dessus de Perth, à environ 30 kilomètres à l'ouest des incendies, qui ont détruit près de 10 000 hectares.

« C'était juste de la terre brûlée. Même là où j'étais, derrière le feu, ça brûlait encore, parce que les équipes ont dû réagir tellement vite », a déclaré le maire Kevin Bailey à la chaîne publique ABC.



USM Bel-Abbès

La nomination de Bouakaz accentue les divergences

LES RELATIONS entre les membres de la direction de l'USM Bel-Abbès et ceux du conseil d'administration (CA) de la société sportive par actions (SSPA), à leur tête le président Abdelghani El Hennani, vont en se détériorant, menaçant sérieusement l'avenir de ce club en Ligue 1 de football.

La désignation de l'entraîneur Moez Bouakaz à la barre technique de la formation de la «Mekerra», en remplacement de Lyamine Bougherara qui a jeté l'éponge dès la première journée de championnat, a accentué les divergences entre les deux parties, a-t-on appris mardi du club. Le patron de la SSPA, El Hennani, a catégori-

quement refusé la nomination de l'ex-coach de l'US Biskra, tout en prenant attache avec l'ancien entraîneur de l'ES Sétif, Kheireddine Madoui, pour lui confier les commandes techniques de l'équipe.

Cette situation plonge l'équipe dans le flou, elle qui reste sur une série de mauvais résultats qui lui ont valu de se positionner dans la zone rouge (17, 9 pts) au classement après 13 journées. Le patron de la SSPA, El Hennani, accuse les membres de la direction de l'USMBA, à leur tête le directeur général, Abbes Morsli, d'avoir «trahi sa confiance», estimant qu'ils ont dépassé leurs prérogatives.

Tennis / Tournoi ITF de Monastir

Ibbou débute contre une Serbe

L'ALGÉRIENNE Inès Ibbou sera opposée à la Serbe Eléna Milovanovic, au premier tour d'un tournoi professionnel féminin, prévu du 2 au 7 février à Monastir (Tunisie), selon le programme de compétition dévoilé mardi par les organisateurs. L'ancienne championne d'Afrique junior, qui a fêté ses 22 ans au mois de janvier dernier, occupe actuellement le 598^e rang au classement mondial de la WTA, ce qui lui confère le statut de tête de série N4 de ce tournoi, alors que la jeune Serbe, âgée de seulement 20 ans, pointe au 936^e rang. Doté d'un prize-money de 15 000 USD, ce tournoi sur surface rapide marque le retour d'Ibbou à la compétition, après un mois d'arrêt forcé, en raison de la pandé-

mie. En effet, une montée en flèche des cas de contamination au coronavirus avait engendré l'annulation de plusieurs événements sportifs en Tunisie entre les mois de décembre et janvier, dont les quatre tournois de tennis auxquels devait prendre part l'Algérienne. Ce n'est que dernièrement, après une baisse significative des cas de contamination au coronavirus dans ce pays que les autorités locales ont permis la reprise de certains événements sportifs, dont des tournois de tennis. Ibbou en a donc profité pour s'engager dans ce tournoi, avec l'espoir de réussir un bon parcours qui lui permettra de récolter suffisamment de points pour améliorer son classement mondial.

Fédération nationale du sport pour tous

AG élective le 5 mars à Alger

LA FÉDÉRATION nationale du sport pour tous tiendra son assemblée générale élective le 5 mars prochain à Ain Bénian (Alger), a-t-on appris auprès de l'instance fédérale. L'AG élective, pour le cycle olympique 2021-2024, «sera précédée par la tenue d'une assemblée générale ordinaire le 19 février, destinée à l'examen des bilans moral et financier de l'année 2020, ainsi qu'à la présentation du bilan du cycle olympique 2017-2020», a indiqué à l'APS le prési-

dent de la Fédération nationale du sport pour tous, El Hadi Mossab. Selon la même source, les membres de l'assemblée générale procéderont, lors de la session ordinaire, à l'élection des membres des commissions de candidatures, de recours et de passation de consignes, et ce, dans la perspective de la tenue de l'AG élective à Ain Bénian, au niveau de l'Institut national de la formation supérieure et de la technologie du sport.

Sport automobile/Championnat d'Algérie de course de cote

La 1^{re} manche demain à Tipasa

La première manche du championnat d'Algérie de course de cote se déroulera demain à Tipasa, a annoncé, mardi, la Fédération algérienne de sports mécaniques (FASM). Le président de la FASM, Amine Aïbi, a indiqué que son instance s'attendait à une participation massive pour cette course de reprise. «Les concurrents auront à cœur de réaliser de bonnes performances pour décrocher le titre national lors de la dernière manche prévue en septembre», a-t-il assuré. Le championnat national de course de cote se disputera en cinq manches : Tipasa, Sidi Serhane (Blida), El

Djebabera (Blida), Annaba et Mostaganem. Depuis l'élection d'Amine Aïbi à la tête de la FASM pour le reste du mandat olympique 2017-2020 en octobre dernier, l'instance fédérale a déjà organisé deux courses motos. Il s'agit de la course motos mixtes (moto-cross, super motard) à Mostaganem avec la participation de 17 jeunes pilotes. La deuxième course, organisée en collaboration avec le club des Gazelles, s'est disputée le week-end dernier à El Ménéa (Ghardaïa) avec la participation de 27 motards à l'occasion de la 4^e édition de la course nationale sur sable.

A un mois et demi de la fin de son mandat Zetchi garde le suspense sur son avenir

À un mois et demi de la fin de son mandat à la tête de la Fédération algérienne de football, le premier responsable du Palais de Dely Brahim garde toujours le suspense sur son avenir à la tête de cette structure.



Zetchi n'a pas encore décidé de son sort

Par Mahfoud M.

En effet, Zetchi n'a pas décidé encore s'il se présentera ou non à sa propre succession, même si certains lui prêtent l'intention de se retirer après les moult attaques dont il a été la cible, notamment par les proches de l'ancien président de la FAF. Zetchi, même avec un bilan plus ou moins satisfaisant, notamment le titre africain décroché en Egypte en 2019 et surtout avec l'amorce d'un projet sur le développement de la formation grâce à la construction des centres de formation qui ouvrent un peu partout dans les quatre coins du pays, certains estiment qu'il a échoué dans la gestion du football national, avec un championnat à la peine. Ils pensent que la corruption gangrène le championnat national, de même que l'arbitrage reste faible contrairement aux pays voisins.

L'élimination de certaines sélections des jeunes des éliminatoires de la CAN a accentué la tension et les observateurs avertis du football national pensent que le président de la FAF n'accorde pas un grand intérêt aux jeunes, même s'ils estiment qu'il

faut du temps pour relancer le ballon rond national.

Croyant être lâché par les tenants du sport en Algérie et des sphères décisionnelles, de nombreuses personnalités se sont présentées pour lui succéder, révélant leurs intentions de présenter leurs candidatures. C'est le cas de Mahfoud Kerbadj, ancien président de la

LFP, Walid Sadi, ex-membre du Bureau fédéral du temps de Mohamed Raouraoua, Mourad Lahlou, ex-président du NAHD et même El Mourou, président de l'ASM Oran. Toutes ces personnalités estiment qu'elles ont de grandes chances et joueront des coudes pour tenter d'arriver au fauteuil de président de la FAF.

M. M.

Ligue 1 (12^e journée)

L'USMA refuse de délocaliser le derby face au MCA

L'USM ALGER a exprimé mardi son refus quant à une «éventuelle délocalisation» du derby face au MC Alger, fixé au dimanche 7 février au stade Omar-Hamadi de Bologhine (17h00), dans le cadre de la 12^e journée du championnat de Ligue 1 de football. «Afin de rassurer nos chers supporters, la direction du club tient à préciser qu'elle n'a reçu, à ce jour, aucune notification quant à une éventuelle délocalisation de la rencontre USMA-MCA.

Etant le club recevant, nous nous tenons à la programmation annoncée par la LFP sur son site

officiel, à savoir : le derby aura lieu le 07-02-2021, à 17h00 au stade Omar-Hamadi», a indiqué l'USMA dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook. Le club de Soustara a souligné qu'il n'y avait «aucune raison qui justifierait une éventuelle délocalisation de la rencontre, d'autant qu'elle se jouera à huis clos». Au terme de la 11^e journée, l'USMA, qui reste sur une belle série de cinq victoires lors des six derniers matches, occupe la 5^e place au classement avec 18 points, à une longueur de MC Alger, 3^e en compagnie du CR Belouizdad.

Crotone

Vrenna : «Ounas est un excellent joueur»

LE PRÉSIDENT du FC Crotone (Serie A/Italie), Gianni Vrenna, s'est dit mardi «plus que satisfait» du mercato hivernal de son club, marqué notamment par la venue du milieu de terrain offensif algérien Adam Ounas à titre de prêt jusqu'à la fin de saison. «C'était un mercato difficile, mais nous sommes plus que satisfaits de ce que nous avons accompli, que ce soit durant le mercato estival ou en janvier. Nous avons ramené un joueur important comme Di Carmine et pris Ounas qui reste un joueur excellent», a déclaré Gianni Vrenna au micro de Fctv. Bon dernier du championnat d'Italie de football, Crotone a annoncé lundi soir le recrutement du joueur algérien de 24 ans en provenance de Naples jusqu'au 30 juin 2021, après avoir évolué lors de la première partie de saison à

Cagliari, où il n'a que très peu été utilisé par l'entraîneur Eusebio Di Francesco. «Excellent dribbleur, technique raffinée et rapidité, ce sont là parmi les meilleures qualités d'Ounas», a écrit sur son site le club de la région de Calabre, dans le sud de l'Italie. A Naples, Ounas a disputé 39 matches et marqué 5 buts, toutes compétitions confondues. Après deux saisons dans le sud de l'Italie, il a été prêt l'année dernière à Nice (France), où il a joué 19 matches et signé 4 buts. De retour en Italie, il est de nouveau prêt à Cagliari avec option d'achat. Entre blessure et Covid, il a disputé 10 matches, sans laisser son empreinte sur le jeu de l'équipe sarde qui a préféré le renvoyer à Naples et recruter son ancien joueur belge, Radja Nainggolan.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Tunisie

Quatre militaires tués par l'explosion d'une mine

QUATRE militaires tunisiens ont été tués hier par l'explosion d'une mine dans une zone montagneuse du centre de la Tunisie lors d'une opération antiterroriste, a indiqué le porte-parole du ministère de la Défense, Mohamed Zekri.

«Les quatre militaires qui faisaient partie d'une unité militaire

chargée de mener une opération de ratissage au Mont Mghila pour la recherche d'éléments terroristes, ont été victimes de l'explosion d'une mine artisanale», a précisé Mohamed Zekri à l'AFP.

Cette zone est située entre le gouvernorat de Kasserine et celui de Sidi Bouzid.

O. N.

Complexe sportif d'Oran

Moncef Merabet nommé directeur général

MONCEF Merabet a été nommé directeur général de l'établissement de gestion du complexe sportif d'Oran, qui accueillera les principales compétitions de la 19^e édition des Jeux méditerranéens Oran-2022.

Avant cette nomination, publiée au *Journal officiel* N.6, Merabet occupait le poste de directeur de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Ain Témouchent, duquel il a été déchargé. Le poste de patron du complexe sportif d'Oran avait déjà été occupé par l'ancien nageur Salim Iles, actuellement

directeur général des Jeux d'Oran-2022. Le complexe olympique, implanté dans la commune de Bir El Djir (Est d'Oran), est composé de plusieurs structures, dont un stade d'athlétisme de 4 000 places, une salle omnisports de 7 000 places et un centre nautique comportant quatre piscines. Cette grande infrastructure sportive, dont la réalisation est confiée à la société chinoise Metallurgical China Construction (MCC), va accueillir notamment les principales compétitions de la 19^e édition des Jeux méditerranéens. Lyes N.

Alger

L'Etusa prolonge ses horaires de service de transport jusqu'à 19h

L'ETABLISSEMENT public de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) a annoncé, hier, la prolongation des horaires de service de transport jusqu'à 19h, suite au réaménagement du confinement partiel à domicile dans la capitale.

«Suite à l'allongement des horaires de confinement au niveau de la wilaya d'Alger, nous vous informons que l'Etusa prolonge ses horaires de travail.

Ainsi le dernier départ est prévu à 19h au lieu de 18h», écrit l'entreprise publique dans une publication sur sa page Facebook.

La wilaya d'Alger avait annoncé, mardi soir, la réadaptation des horaires du confinement partiel à domicile, de 22h à 5h du matin, avec prolongation de l'activité des commerces jusqu'à 21h00, à partir d'hier.

K. B.

Parution

Fawassil, une nouvelle revue culturelle voit le jour

LA SCÈNE médiatique en Algérie s'enrichit par la parution d'une nouvelle revue culturelle, intitulée «Fawassil», récemment publiée par l'établissement Echaab. Le numéro zéro de cette revue mensuelle à vocation culturelle traite de divers thèmes intellectuels et artistiques, et consacre un dossier au coronavirus qui a impacté la vie de millions d'Algériens.

Placées sous le thème «Méditations au temps de la pandémie», cinq contributions de journalistes, chercheurs et universitaires, à l'instar d'Oussama Ibrah et Boumediène Bouzid, ont mis sous les projecteurs les volets identité, le confinement et le post-confinement.

Participant également à la revue, D'El Yamin Ben Toumi a évoqué le projet intellectuel de Mohammed Arkoun sur les

questions de l'indépendance et de l'amazighité. Le numéro zéro de la revue s'est, par ailleurs, penché sur le Soi en philosophie, à travers le parcours politique de l'historien et auteur Mouloud Kacem Naït Belkacem.

Dans le volet lettres et traduction, les lecteurs peuvent s'informer du parcours multimodal du romancier et traducteur Mohamed Sari, et tirer profit de la contribution de Bendifallah sur les tendances discursives dans les écrits de Habib Sayah.

Le quatrième art n'étant pas en reste, la revue qui vient de voir le jour propose les articles de Mohamed Ben Saou et Ahcène Tillani sur respectivement «L'histoire et le théâtre» et «L'industrie du spectacle dans le théâtre algérien : repères et célébrités».

Racim C.

Coup d'état militaire en Birmanie



Louvis

Djalou@hotmail.com

Tipaza

Les six terroristes abattus début janvier identifiés

Les six terroristes abattus lors d'une opération exécutée par des détachements l'ANP à Messelmoune, dans la wilaya de Tipaza, les 2 et 3 janvier derniers, ont été identifiés, a annoncé le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Par Slim O.

«I s'agit, en l'occurrence des dénommés : Ould Bouamama Ali, qui avait rallié les groupes terroristes en 1998, Namoudi Hassan, qui avait rallié les groupes terroristes en 2008, Namoudi Fethi, qui avait rallié les groupes terroristes en 2008, Bouira Mohamed Amine, qui avait rallié les groupes terroristes en 2019, Belhabchia Mohamed, qui avait rallié les groupes terroristes en 2019», est-il précisé dans un bilan opérationnel de l'Armée nationale populaire.

L'opération s'était soldée également par «la récupération de 6 armes à feu et une quantité de munitions», rappelle la même source. Détaillant les opérations exécutées «dans la dynamique des efforts visant à asseoir la sécurité et la sérénité sur l'en-

semble du territoire national», le bilan de l'ANP fait état de la saisie, durant la période du 27 janvier au 3 février 2021, par une force combinée de l'ANP, en coordination avec les services des Douanes lors d'une opération de fouille et de recherche à Adrar, d'un fusil mitrailleur de type FMPK, ainsi qu'un chargeur, deux bandes de munitions et 710 balles». Dans le même sillage, «des détachements de l'ANP ont découvert et détruit à Tébessa et Boumerdes une casemate et deux bombes de confection artisanale», ajoute-t-on. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et «en continuité des efforts intenses visant à venir à bout du fléau du narcotrafic dans notre pays», des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité dans diverses opérations exécutées à travers les différentes Régions militaires, «38 narcotrafi-

quants et saisi de grandes quantités de kif traité s'élevant à 12 quintaux et 36,7 kilogrammes, que les bandes criminelles ont tenté d'introduire via les frontières avec le Maroc».

A ce titre, les services de la Gendarmerie nationale et des gardes-frontières «ont intercepté, lors d'opérations distinctes au niveau du territoire de la 2^e Région militaire, 11 narcotrafiquants et saisi 658,5 kilogrammes de kif traité».

«Deux autres narcotrafiquants ont été arrêtés en 4^e Région militaire, durant la même période, par des détachements de l'ANP qui ont également saisi 435 kilogrammes de la même substance».

Selon le bilan de l'ANP, «25 narcotrafiquants ont été arrêtés et 143,24 kilogrammes de kif traité ainsi que 49 840 comprimés psychotropes ont été saisis dans diverses opérations».

S. O.

UGCAA

Les commerçants appelés à généraliser le e-paiement dans leurs transactions

LE SECRÉTAIRE général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (Ugcaa), Hazab Ben Chahra, a invité, hier à Alger, les commerçants à généraliser l'utilisation du paiement électronique (e-paiement) dans leurs transactions, rappelant que le dernier délai pour l'application de ce système dans tous les espaces commerciaux est fixé pour le 31 décembre 2021.

Dans une déclaration à l'APS,

en marge du congrès constitutif de la Fédération nationale des artisans et de l'entrepreneuriat, placée sous l'égide de l'Ugcaa, M. Ben Chahra a précisé que l'Organisation avait mené des campagnes de sensibilisation à l'échelle nationale, aussi bien auprès des commerçants que des citoyens, à l'effet de recourir à l'e-paiement dans leurs transactions pour mettre un terme au problème de liquidité.

Et de poursuivre que «l'Union

assurait des sessions de formation au profit des commerçants sur l'utilisation des terminaux de paiement électronique TPE», faisant état de «la distribution de 3 millions d'unités à titre gracieux».

L'Union s'emploiera à accompagner les commerçants et artisans en les assistant dans le dépôt des dossiers d'acquisition de TPE au niveau des services compétents d'Algérie Poste et des banques agréées.

Djalil Y.